



# AFFAIRES

**JEUX VIDÉO**  
UBISOFT TENTE DE LANCER UNE NOUVELLE FRANCHISE  
PAGE 5



↑ **S&P TSX**  
12 589,09  
+45,19 (+0,36%)

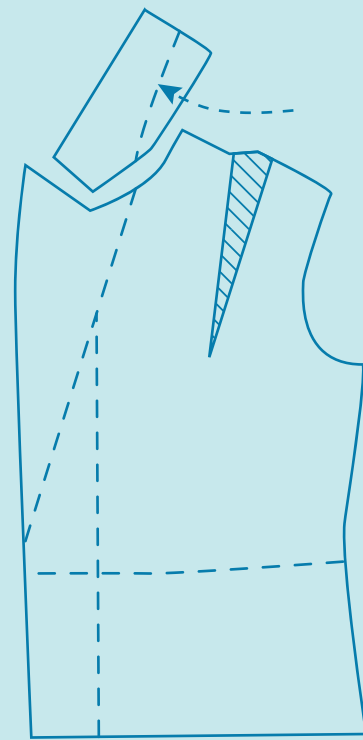
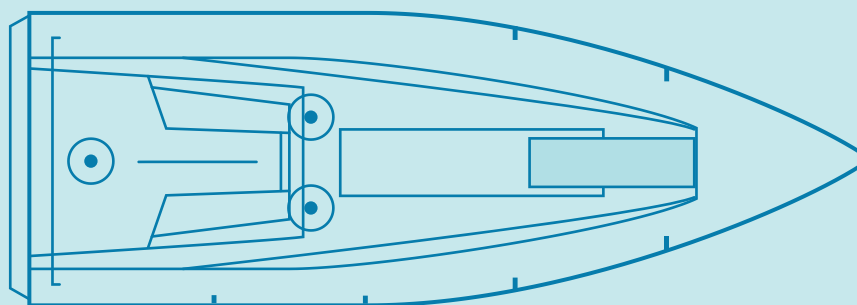
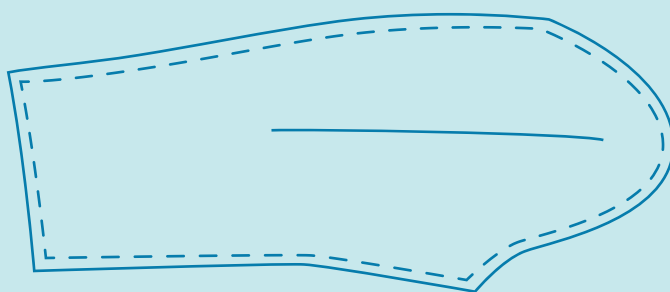
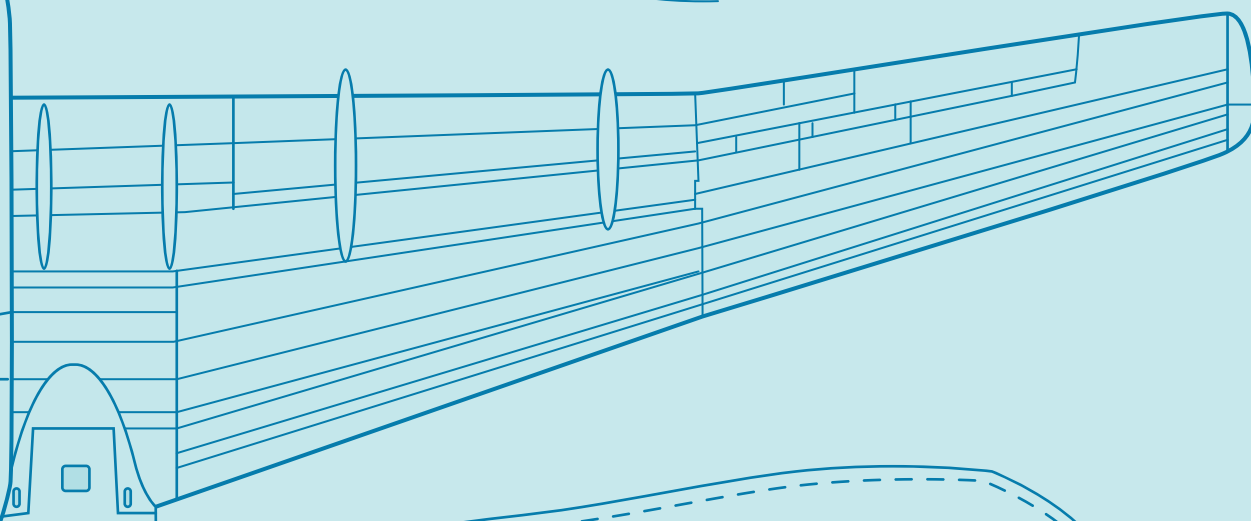
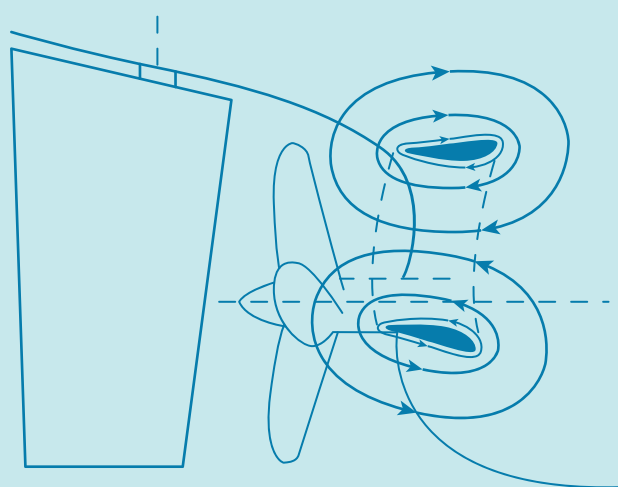
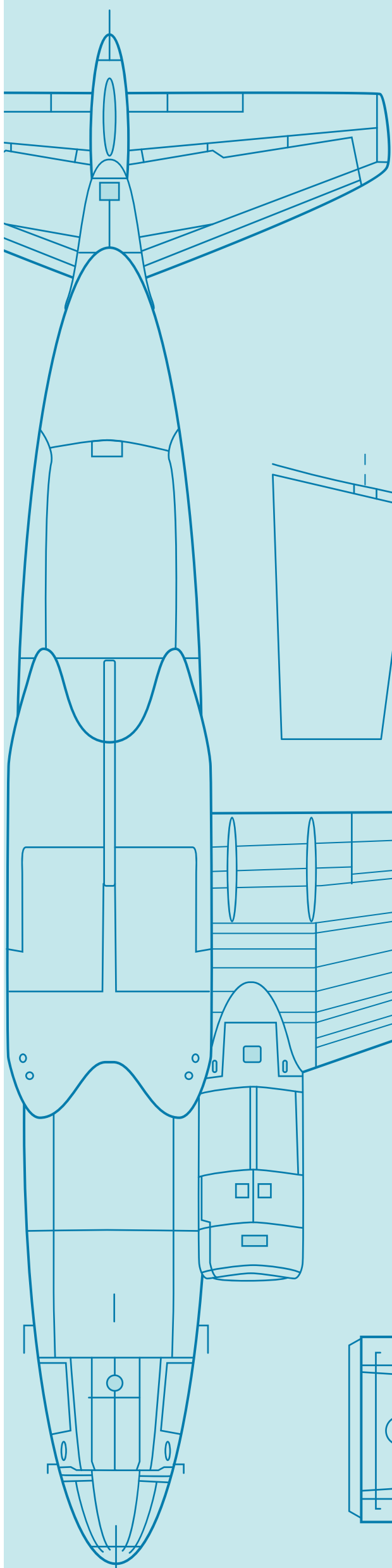
↑ **S&P 500**  
1633,70  
+7,03 (+0,43%)

↑ **DOW JONES**  
15 118,49  
+35,87 (+0,24%)

↓ **PÉTROLE**  
96,04 \$US  
-0,35 \$US (-0,36%)

↓ **DOLLAR**  
98,89  
-0,37 ¢US

## LA GRANDE MUTATION DU SECTEUR MANUFACTURIER



Longtemps l'une des pierres d'assise de l'économie québécoise, le secteur manufacturier est en grave déclin, se plaît-on à rappeler. Pourtant, des manufacturiers québécois à la pointe dans leur secteur s'affirment comme rarement auparavant sur le marché nord-américain, et même international. Et la part du secteur manufacturier dans l'économie, même réduite, demeure bien plus élevée au Québec que chez ses voisins nord-américains.

À LIRE EN PAGES 2 ET 3

ILLUSTRATION CATHERINE BEAUPRÉ, LA PRESSE

**CONÇUS POUR INSPIRER.**



Le tout nouveau **RONDO** 2014

Le nouveau **SORENTO** 2014

L'OPTIMA 2013

La toute nouvelle **FORTE** 2014

Chez Kia, nous concevons nos véhicules à partir de ce qui nous inspire. Qu'il s'agisse d'un complet italien à la coupe impeccable pour l'Optima, de la technologie dernier cri pour la toute nouvelle Forte, du confort luxueux pour le nouveau Sorento ou du mode de vie des familles d'aujourd'hui pour le tout nouveau Rondo. Pourquoi cela? C'est bien simple. Pour que nos voitures vous inspirent vous aussi. Explorez les nouveaux modèles Kia sur [kia.ca](http://kia.ca).

Kia est une marque de commerce de Kia Motors Corporation.



Le pouvoir de surprendre

## SECTEUR MANUFACTURIER

## FABRIQUÉ AU QUÉBEC

DES POINTS FORTS  
MALGRÉ LE DÉCLIN

MARTIN VALLIÈRES

Où en est le « Fabriqué au Québec » ?

En sérieux déclin devant la concurrence internationale, croit-on lire dans les statistiques économiques et les propos des lobbys d'affaires et syndicaux.

Pas si vite, disent pour leur part des analystes et des dirigeants d'entreprises. Certes, les défis des manufacturiers sont nombreux et complexes, ici comme chez nos voisins nord-américains.

Mais au Québec, estiment-ils, le secteur manufacturier est plutôt bien engagé dans une grande mutation afin de profiter de nouvelles occasions d'affaires.

Et si cette mutation fait encore des victimes, surtout parmi les manufacturiers mal gérés, elle contribue néanmoins à propulser des entreprises industrielles plus compétentes vers de meilleures places dans leurs marchés respectifs.

« Les chiffres, bien qu'utiles, ne disent pas tout. Certains secteurs industriels que l'on croyait disparus au Québec sont à se réinventer. D'autres luttent contre une conjoncture qui les désavantage, et ils se donnent des stratégies pour éviter d'être submergés par la concurrence », écrivait l'économiste en chef au Mouvement Desjardins, François Dupuis, dans un rapport exhaustif sur le secteur manufacturier publié l'an dernier.

## Des exemples ?

L'industrie vestimentaire traditionnelle au Québec a été décimée par la concurrence venue des pays à très faibles coûts de main-d'œuvre. Mais plutôt que de se laisser mourir, des entreprises comme les Vêtements Peerless, de Montréal, ont misé sur l'innovation continue pour se maintenir en tête de leurs marchés respectifs, avec des clients bien fidélisés.

Dans l'électronique, on a longtemps déploré la fermeture de grandes usines comme celles de la défunte Nortel, qui ont déjà eu des centaines de salariés.

Mais on oublie de regarder du côté d'entreprises comme Exfo, à Québec, et IBM, à Bromont, dont les activités de conception et de fabrication en

électronique regroupent quelque 3000 personnes. Et dont les produits – des puces électroniques chez IBM-Bromont et des appareils de réseaux de télécoms par fibre optique chez Exfo – sont exportés partout dans le monde!

Grâce à sa diversité, le secteur manufacturier québécois est « moins vulnérable à des revirements soudains », notaient les économistes de Desjardins dans leur rapport.

Aussi, la part du secteur manufacturier dans l'économie du Québec, même en régression à 16 %, demeure plus élevée qu'au Canada et aux États-Unis, où il représente 12 % du produit intérieur brut.

En contrepartie, soulignaient aussi les économistes de Desjardins, les défis du secteur manufacturier québécois demeurent importants en matière de gains de productivité et de génération de nouveaux entrepreneurs.

C'est aussi ce qui motive les lobbys d'affaires comme l'wes Manufacturiers et exportateurs du Québec à réclamer une meilleure « politique industrielle » de la part du gouvernement québécois.

Mais leur requête continue de s'appuyer surtout sur des demandes de réduction de l'impôt et des « ponctions sur la masse salariale » des entreprises.

## LE QUÉBEC INDUSTRIEL EN CHIFFRES

129 milliards

Revenus totaux  
découlant des biens  
fabriqués

21 125

Nombre  
d'établissements  
(19 960 PME)

485 000

Emplois

19,3 milliards

Masse salariale

16%

Part du manufacturier  
dans le PIB du Québec  
(42 milliards)

24%

Part du Québec  
dans le manufacturier  
canadien

« Tout ce que vous  
pouvez imaginer  
est vrai. »

— PABLO PICASSO

GRAMERCY  
RÉSIDENCES

LE LUXE BIEN PENSÉ  
41 CONDOS HAUT DE GAMME  
LIVRÉS 100% BRUT

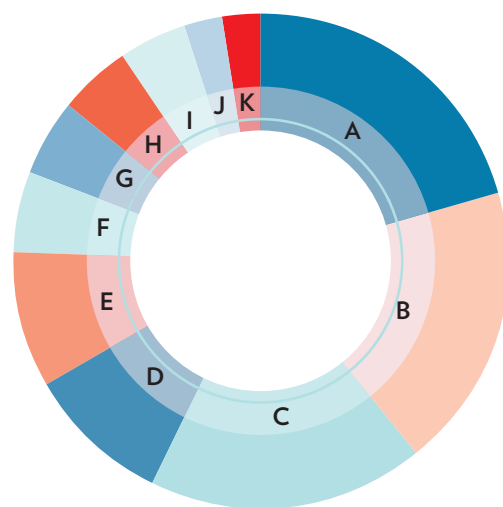
UNITÉS À PARTIR DE 350\$ LE PI<sup>2</sup>

## BUREAU DES VENTES MAINTENANT OUVERT

1950, RUE SHERBROOKE O.  
QUARTIER DES GRANDS JARDINS  
MONTRÉAL, QUÉBECEN SEMAINE 11 H - 16 H  
& FIN DE SEMAINE 12 H - 17 H  
OU SUR RENDEZ-VOUSMARIE SICOTTE ET  
JEANNIE MOOSZ  
GROUPE SUTTON CENTRE-OUEST INC.GRAMERCYRESIDENCES.CA  
514 974 0974

RBQ NO: 5637-0554-01

## PRINCIPAUX SECTEURS INDUSTRIELS (SELON LES REVENUS)



- A. Métaux et produits métalliques: 25,5 milliards
- B. Produits pétroliers et chimiques: 23,4 milliards
- C. Aliments, boissons, produits du tabac: 22,3 milliards
- D. Matériel de transport: 11,5 milliards
- E. Produits papetiers et d'impression: 11,1 milliards
- F. Produits électriques et électroniques: 6,7 milliards
- G. Produits du bois: 6,1 milliards
- H. Produits de plastique et caoutchouc: 5,9 milliards
- I. Machineries diverses: 5,6 milliards
- J. Ameublement: 3 milliards
- K. Produits textiles et vêtements: 2,9 milliards

## PRINCIPAUX SECTEURS INDUSTRIELS (SELON LE NOMBRE D'EMPLOIS)

- A. Métaux et produits métalliques: 45 700
- B. Aliments, boissons, produits du tabac: 45 600
- C. Produits papetiers et d'impression: 27 000
- D. Produits du bois: 23 340
- E. Matériel de transport: 20 665
- F. Produits de plastique et caoutchouc: 19 550
- G. Produits électriques et électroniques: 19 500
- H. Machineries diverses: 19 000
- I. Produits textiles et vêtements: 17 100
- J. Produits pétroliers et chimiques: 14 200



Sources: Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada

## SECTEUR MANUFACTURIER

## LES VEGETTES INTERNATIONALES

Des fabricants québécois s'affirment sur le plan international dans leur créneau de marché respectif. Tous avec des produits innovants et complexes, mais aussi à haute valeur ajoutée pour l'économie québécoise. En voici cinq classés parmi les meilleurs de leur secteur d'affaires.



## Capitale des petits jets commerciaux

L'attention des transporteurs aériens se tournera vers Montréal à la fin du mois de juin. C'est le moment prévu pour le premier vol du nouveau biréacteur CSeries de Bombardier, conçu et assemblé à son usine de Mirabel. Les attentes sont très élevées parce que Bombardier promet un avion beaucoup plus efficace que les petits Airbus et Boeing qui dominent le marché des moyens-courriers de 110 à 150 passagers.

La fabrication des petits jets commerciaux demeure le porte-étendard mondial du secteur manufacturier québécois. Chez Bombardier, au Québec, plus de 6000 emplois directs en dépendent, en incluant son atelier de finition des jets d'affaires Global. S'ajoutent des centaines d'emplois chez des fournisseurs comme le motoriste Pratt & Whitney.

La vente d'avions commerciaux a pesé pour 1,1 milliard US chez Bombardier à son plus récent exercice.

## Les petits bateaux qui vont loin...

Baigné d'un fleuve, de rivières et de lacs innombrables, le Québec a une tradition de fabrication de petites embarcations qui sont à la fois efficaces, abordables et d'une grande souplesse d'utilisation.

Deux fabricants québécois ont créé des produits dont la demande s'étend désormais à l'échelle continentale.

Le fabricant d'embarcations en aluminium Princecraft emploie 225 personnes à son usine de Princeville et soutient une kyrielle de fournisseurs spécialisés dans les Bois-Francs.

Pendant ce temps, les ventes de canots et de kayaks en plastique moulé du lavallois Pelican International sont en pleine expansion.

Pour mieux gérer cette croissance, Pelican prévoit embaucher un sous-traitant aux États-Unis pour ses produits bas de gamme, qui sont distribués dans des grands magasins.

Pelican conserve toutefois à son siège social, qui regroupe 370 employés, la conception et la production de ses petites embarcations de gamme supérieure.

## La formation avec du high-tech sur mesure!

Le meneur mondial dans le marché des simulateurs de pilotage est une entreprise montréalaise: CAE, qui regroupe quelque 2500 employés à son principal lieu de production dans l'ouest de l'île de Montréal.

CAE a aussi des centaines d'employés chez ses clients et dans une quarantaine de centres de formation un peu partout dans le monde.

Tous les transporteurs aériens du monde connaissent les produits et les services de CAE. De plus en plus de forces aériennes militaires y font appel, aussi.

Depuis peu, CAE diversifie son savoir-faire en se tournant vers d'autres types de formation, dans les soins médicaux, par exemple.

## Carrefour des loisirs motorisés

Lorsqu'il a inventé la motoneige Ski-Doo, J.A. Bombardier ne se doutait pas qu'un demi-siècle plus tard, Valcourt serait toujours le lieu de conception et de construction le plus renommé dans ce marché. Et ce, malgré la concurrence féroce venue des États-Unis et du Japon.

L'histoire des sports motorisés s'écrit encore à Valcourt avec le succès d'une autre innovation: les motocyclettes à trois roues Can Am Spyder.

En concevant ses Spyder, BRP a misé sur un design beaucoup plus sophistiqué et dynamique, tout en offrant une aisance de conduite pour les motocyclistes moins expérimentés.

La formule fait recette! Au point où, pour accroître la production des Spyder à Valcourt où elle compte 2000 employés, en alternance avec ses motoneiges Ski-Doo, BRP a décidé de déménager la production de ses motomarines Sea-Doo dans une nouvelle usine au Mexique. Un modèle Spyder à propulsion hybride (essence/électricité) est aussi en développement.

Entre-temps, BRP veut attirer des investisseurs boursiers dans son capital, avec une émission d'actions prévue à hauteur de 262 millions de dollars.

## Patrie des autocars et des autobus

Le Québec n'a pas d'industrie automobile, à la différence de l'Ontario.

En revanche, il abrite deux constructeurs d'autocars qui sont réputés parmi les meilleurs du continent!

Chaque jour, des dizaines de milliers de Nord-Américains sont transportés dans des véhicules construits chez Prevost Car à Sainte-Clair, près de Lévis, ou chez Nova Bus à Saint-Eustache, au nord de Montréal, et à son usine satellite de Plattsburgh.

De plus, les autocars Prevost en version aménagée sont les véhicules de tournée préférés des vedettes du show-business et des politiciens en campagne électorale, des provinces canadiennes jusqu'à la présidence américaine! Ils sont aussi très prisés des amateurs de caravaning de grand luxe.

Ensemble, Prevost Car et Nova Bus – toutes deux filiales de l'européen Volvo Bus – regroupent quelque 1500 emplois directs, et en nourrissent des dizaines d'autres chez leurs fournisseurs spécialisés.

## DES CHAMPIONS DISCRETS

En plus des habituelles stars industrielles, des fabricants établis au Québec se démarquent dans leur créneau respectif, souvent à l'insu du grand public.

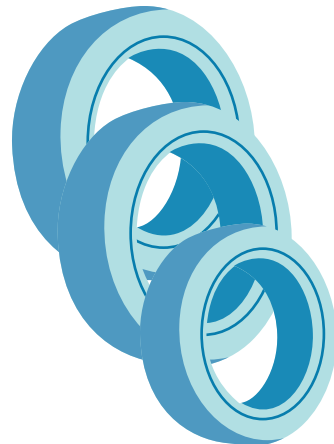
## Des milliers de pneus par jour

Depuis quelques années, une part importante des pneus destinés aux VUS nord-américains provient de l'usine Bridgestone de Joliette, au Québec.

Cette usine de 1250 employés est la plus vaste sur le continent qui soit spécialisée dans les pneus de VUS et de camionnettes. Elle peut en produire jusqu'à 17 000 par jour.

«Nous fonctionnons à plein régime ces temps-ci, indique son directeur général, Robert Verreault. La demande pour ce type de pneus est forte parmi les milliers de détaillants de Bridgestone et de sa division Firestone, de même que chez les constructeurs de véhicules dont les ventes ont rebondi après la crise de 2009.»

Bon an, mal an, environ 15 millions sont investis dans la modernisation de l'usine de Joliette, selon M. Verreault.



## Les essentiels de la collecte d'ordures

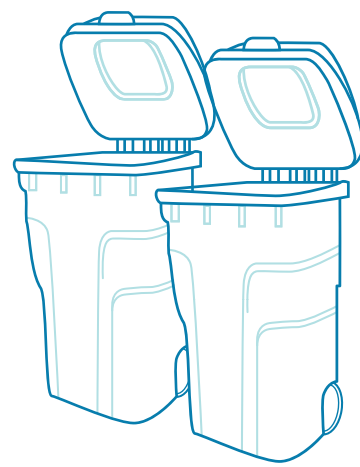
C'est au Québec que sont fabriquées deux des pièces d'équipement les plus prisées par les gestionnaires de collecte d'ordures et de matières recyclables, au Canada et aux États-Unis.

D'une part, il s'agit de la gamme de bacs roulants en plastique moulé d'IPL, en Beauce. L'entreprise vend ses contenants par milliers à des autorités municipales au Canada et aux États-Unis.

IPL emploie 650 personnes à son usine principale de Saint-Damien, et quelque 150 à ses usines auxiliaires au Nouveau-Brunswick et dans l'État du Missouri.

IPL est aussi le porte-étendard d'un réseau industriel du plastique qui regroupe une quarantaine d'entreprises et des centaines de salariés.

D'autre part, Labrie Enviroquip, de Lévis, emploie 450 personnes dans la fabrication de bennes de camions à ordures avec des manipulateurs télécommandés qu'elle livre dans tout le nord-est du continent.



## L'outilier des télécoms

C'est à Québec, chez la société Exfo, que des entreprises de télécommunications du monde entier trouvent les appareils spéciaux dont se servent leurs techniciens et leurs ingénieurs de réseaux.

Fondée il y a 27 ans, alors que les télécommunications par fibre optique émergeaient à peine des laboratoires, Exfo regroupe aujourd'hui 1800 employés répartis dans 25 pays. À Québec même, les activités du siège social, du centre de recherche et de l'usine regroupent quelque 550 employés.

Exfo affiche des revenus annuels d'environ 250 millions US, presque 100 millions de plus qu'il y a cinq ans.

Son président fondateur, Germain Lamonde, vise le seuil du milliard d'ici quelques années. Entre-temps, Exfo doit conjuguer avec une rentabilité encore volatile, ce qui nuit à sa valeur boursière d'un trimestre à l'autre.



## Le roi des complets et vestons

Malgré le déclin de l'industrie vestimentaire au Québec, quelques entreprises plus futées parviennent à se démarquer et à prospérer.

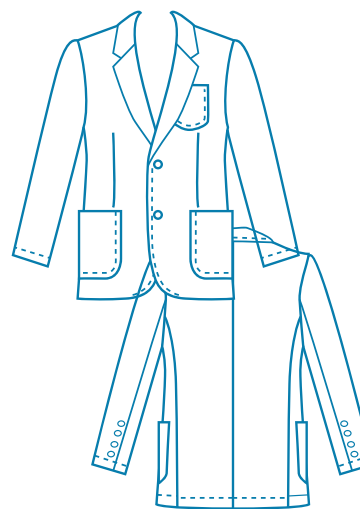
C'est le cas des Vêtements Peerless, de Montréal, société spécialiste de la confection en sous-traitance de complets et de vestons pour hommes.

Peu connue, notamment parce que son nom est absent des étiquettes, Peerless regroupe néanmoins 900 employés à son usine de Montréal et à son énorme centre de distribution au Vermont.

Sa recette: investir dans les meilleures technologies de gestion de la production, ce qui a une incidence directe sur le contrôle des coûts, de la qualité des produits et des services aux clients.

Le résultat: une entreprise considérée comme la meilleure dans son créneau en Amérique du Nord, avec une clientèle de marques prestigieuses: Ralph Lauren, Calvin Klein, DKNY, Van Heusen, Trump Signature, etc.

Pas mal, tout de même, pour une entreprise de confection vestimentaire fondée au début des années 60 et qui, un demi-siècle plus tard, demeure sur le podium de son secteur.



## Des bataillons de puces... électroniques!

Les puces ont envahi notre quotidien. Électroniques, s'entend!

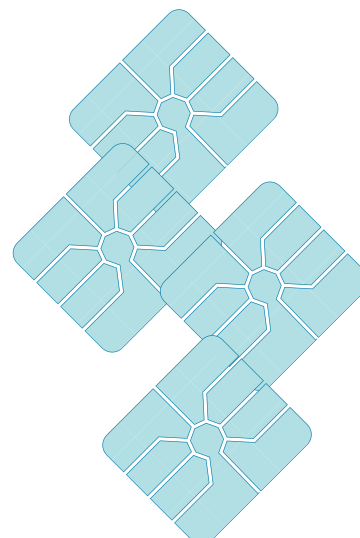
Et il y a des chances que l'une ou l'autre des puces soit née à l'usine IBM à Bromont.

Quarante ans après son inauguration, cette usine qui regroupe 2500 employés se maintient au premier plan des activités de conception et de fabrication de microcomposants chez «Big Blue», surnom d'IBM dans les milieux technologiques.

IBM-Bromont fait partie d'un réseau de trois usines et un centre de recherche qui enjambe la frontière du Québec avec les États du Vermont et de New York.

Ce réseau qui regroupe quelque 33 000 employés est la principale force de frappe d'IBM dans le marché des microprocesseurs, capable de contrecarrer la vive concurrence asiatique.

IBM-Bromont produit pour 2 milliards de dollars par an en puces électroniques et en microprocesseurs, selon son directeur général, Raymond Leduc.



## LA PRESSE AFFAIRES

## Les vieux et les maisons à vendre



FRANCIS  
VAILLES  
CHRONIQUE

Quand j'étais petit, une question me trotait dans la tête. En fait, plusieurs questions, de tous ordres, mais entre autres celle-ci: quand donc y aurait-il assez de maisons pour tous? Quand donc cesseraient les nombreuses mises en chantier dans mon quartier et ailleurs?

En vieillissant, j'ai compris que la construction de nouvelles maisons se poursuivrait tant que la population serait en croissance. Autrement dit, presque toujours. Je suis devenu propriétaire, j'ai dépensé une fortune en rénovations et j'ai acquis la certitude de pouvoir éventuellement revendre mon trésor à bon prix.

Or voilà, la question troublante est revenue me hanter: avec le vieillissement de la population, se dirige-t-on vers un surplus de propriétés existantes à vendre? Qui sera prêt à payer un bon prix pour nos maisons si les vieux sont plus nombreux à quitter pour l'au-delà que les jeunes qui grandissent?

Cette question est très exactement le sujet d'une étude de la Société canadienne d'hypothèques et de

logement (SCHL), publiée récemment dans un document de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ).

Les économistes Francis Cortellino et Kevin Hughes ont donc développé une méthode pour estimer l'écart entre l'offre et la demande d'ici 2030, compte tenu des changements démographiques.

Pour ce faire, ils ont d'abord calculé la proportion d'acheteurs et de vendeurs par tranche d'âge grâce à trois recensements de Statistique

proportions avec les données démographiques de l'ISQ. Les deux économistes ont fait un exercice semblable pour les vendeurs et comparé le nombre d'acheteurs et de vendeurs de chaque région métropolitaine du Québec d'ici 20 ans.

Les résultats sont fort intéressants. D'abord, bonne nouvelle, l'étude conclut que globalement, il n'y aura pas de surplus de propriétés à vendre au Québec en 2030. Autrement dit, dans environ 20 ans, le nombre d'acheteurs sera toujours supérieur au nombre de vendeurs. L'écart acheteurs-vendeurs sera d'environ 21 000 en 2030 au Québec. Comme il y aura plus d'acheteurs, le marché de la construction neuve continuera d'être actif pour satisfaire la demande.

Surtout, cet écart diffère passablement selon les régions. À Montréal, il restera 9800 acheteurs de plus que de vendeurs en 2030 (en baisse de 26%), mais au Saguenay-Lac-Saint-Jean, ce sera une tout autre chose. Le surplus de 400 acheteurs en 2010 disparaîtra totalement d'ici 2030, si bien que le marché pourrait commencer à être déprimé. À Québec, l'écart acheteurs-vendeurs passera de 3100 en 2010 à 1700 en 2030 (-45%).

Une autre variable capitale, mais qui n'a pu être mesurée, est l'adéquation entre les produits à vendre et la demande. Certes, il y aura encore un surplus d'acheteurs, globalement, mais voudront-ils acheter les bungalows mis en vente par les personnes âgées? Préféreront-ils des condos, des duplex, des maisons plus petites?

« Tout étant égal par ailleurs, on peut penser que le vieillissement de la population provoquera une pression différente sur les prix selon les régions et les produits », a expliqué Kevin Hughes.

Au Canada, le recul ne sera que de 2% d'ici 2030, constatent les chercheurs. Aux États-Unis, par contre, une autre étude constate que plus de la moitié des États devront composer avec une situation où le nombre de vendeurs surpassera le nombre d'acheteurs d'ici 2030.

Certes, il s'agit de projections. Les nombreuses

variables socio-économiques influenceront sur le cours des choses d'ici 20 ans, comme l'immigration, la croissance économique, les taux d'intérêt, la formation de nouveaux ménages, etc. Il reste que le vieillissement de la population est une tendance de fond qui marquera le marché.

Autrement dit, la hausse des prix et le boom immobilier ne sont pas éternels. Un bon vieux conseil aux acheteurs: misez sur une propriété bien située et de qualité.

TENDANCES  
DÉMOGRAPHIQUES:  
BAISSE DE LA DEMANDE  
D'ICI 2030 (1)(2)

Montréal	-26%
Québec	-45%
Gatineau	-29%
Sherbrooke	-33%
Trois-Rivières	-50%
Saguenay	-100%
<b>Total Québec</b>	<b>-38%</b>
<b>Total Canada</b>	<b>-2%</b>

1- Les villes désignent en fait les régions métropolitaines de recensement.  
2- Il s'agit en fait de la diminution de l'écart acheteurs-vendeurs.

Sources: La Presse et SCHL

*La question troublante est revenue me hanter: avec le vieillissement de la population, se dirige-t-on vers un surplus de propriétés existantes à vendre?*

Canada. Par exemple, environ 8% des ménages âgés de 25 à 29 ans s'achètent une propriété chaque année, ont-ils constaté. Cette proportion recule jusqu'à 1% après l'âge de 75 ans.

Ensuite, la SCHL a pu déterminer le nombre d'acheteurs en 2030 en couplant ces

L'étude constate toutefois que cet écart entre le nombre d'acheteurs et de vendeurs diminuera constamment d'ici 2030. De fait, le surplus d'acheteurs reculera de 38% entre 2010 et 2030, ce qui laisse présager un recul des mises en chantier et une pression sur les prix.

## ACQUISITION D'ASTRAL

## À prendre ou à laisser, dit Bell

VINCENT  
BROUSSEAU-POULIOT

Pas question pour Bell de vendre d'autres chaînes de télé d'Astral afin de rassurer le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications cana-

« Ça n'aurait plus de sens pour nous sur le plan stratégique », a dit George Cope, président et chef de la direction de BCE (Bell), hier, lors de la dernière journée des audiences publiques du CRTC sur la transaction Bell-Astral.

d'abord rejeté la suggestion du président. « Comme dirait quelqu'un d'autre [une référence à René Lévesque], vous êtes en train de me dire à la prochaine fois? » a demandé M. Blais aux dirigeants de Bell.

Bell prévient que si le CRTC la force à vendre davantage de chaînes de télé d'Astral pour approuver la transaction, elle se retirera de la transaction.

diennes (CRTC), qui décidera maintenant du sort de la transaction de 3,38 milliards.

Bell prévient que si le CRTC la force à vendre davantage de chaînes de télé d'Astral pour approuver la transaction, elle se retirera de la transaction.

Après un long échange avec le président du Conseil, Jean-Pierre Blais, Bell a toutefois accepté d'être soumise à un processus d'arbitrage accéléré au CRTC pour les futures ententes de distribution de ses chaînes de télé. Elle avait

Mais une fois la confusion dissipée sur la nature exacte de sa suggestion, Bell a accepté de se présenter en arbitrage au CRTC six mois avant la fin d'une entente de distribution de ses chaînes de télé, s'il n'y avait pas d'entente (un arbitrage au CRTC prend environ six mois). Une telle mesure réduirait ainsi les risques de litige sur les redevances entre Bell Média et les autres distributeurs.

Par contre, Bell Média n'a pas bougé d'un iota sur la vente d'autres chaînes de télé. Après un premier refus du CRTC, Bell a fait une nouvelle proposition où elle se départit de 13 des 25 chaînes d'Astral pour avoir des parts d'écoute de 22,6% en français et 35,7% en anglais (première transaction rejetée: 33,1% en français et 42,7% en anglais). Le CRTC s'inquiète d'une transaction dès qu'elle donne 35% des parts de marché à une entreprise.



PHOTO RYAN REMIORZ, LA PRESSE CANADIENNE

Le PDG de Bell George Cope (à droite) et celui d'Astral Ian Greenberg, hier, lors de la dernière journée des audiences publiques du CRTC sur la transaction Bell-Astral.

Et si le CRTC bloquait une deuxième fois la vente d'Astral à Bell? « Je devrais retourner voir ma famille [qui lui a demandé de vendre Astral à l'automne 2011], dont je suis le bébé [à 71 ans], a répondu Ian Greenberg, président et chef de la direction de

l'entreprise. Un rejet de la transaction continuerait l'incertitude pendant au moins une autre année. »

Déjà approuvée par le Bureau de la concurrence, la transaction de 3,38 milliards n'a plus qu'à obtenir l'aval du CRTC pour être officialisée.

**AFFAIRES** 700

**715 FINANCEMENT**

1-514-241-7000 **Sécur Finance**  
Prêts hyp.: rés., locatifs, comm., construction  
[www.securfinance.com](http://www.securfinance.com)

1<sup>ère</sup> / 2<sup>e</sup> HYPOTHÈQUE ET CONSTRUCTION  
Commercial • Industriel • Résidentiel  
DENCOL, 514-342-1356 (agent protégé)

1<sup>ère</sup> - 2<sup>e</sup> HYPOTHÈQUES jusqu'à 85% P.V.  
Commercial - Industriel - Multi-Logements  
à partir de 7% - 1 000 000\$ +  
Sylvia Demirdjian: 514-972-5933  
sdemirdjian@harbourmortgage.ca

**AFFAIRES** 700

**715 FINANCEMENT**

Al solution Prêt refusé pour mauvais crédit ?  
Prêts en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> hypothèques 1 819 623.4043

ArgentDirect.com Prêt de 500\$+ en 1h  
Sans enquête de crédit \*1-888-374-5777\*

MULTI-LOGEMENTS - HYPOTHÈQUES  
À 2,80% / 5 ans. Pour les services d'un  
courtier. Laurent Donnadieu 514-910-4141

**716 SERVICES SPÉCIALISÉS**

POUR TOUTES VOS COMMUNICATIONS  
**ConsultezUnGraphiste.com**

## À L'AGENDA

■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

## LUNDI 13 MAI

Ventes au détail avril: **-0,1%**  
(É.-U.) mars: **-0,4%**  
Aimia BPA IT: **32¢**  
Enerflex BPA IT: **23¢**  
Valener BPA 2T: **60¢**

## MARDI 14 MAI

Prix des importations avril: **-0,4%**  
(É.-U.) mars: **-0,5%**  
Atrium Inno. BPA IT: **40¢**  
Rona BPA IT: **-10¢**  
Semafo BPA IT: **7¢**

## MERCREDI 15 MAI

Prod. industrielle avril: **-0,1%**  
(É.-U.) mars: **-0,1%**  
B2Gold BPA IT: **6¢**  
Strongco BPA IT: **-1¢**  
Power Corp BPA IT: **52¢**

## JEUDI 16 MAI

Ind. des prix à la conso. avril: **-0,2%**  
(É.-U.) mars: **-0,2%**  
Mise en chantier avril: **-5,4%**  
(É.-U.) mars: **7,0%**  
CAE BPA 4T: **18¢**  
Wal-Mart BPA IT: **1,15\$US**

## VENDREDI 17 MAI

Indicateur avancé avril: **0,2%**  
(É.-U.) mars: **-0,1%**  
Ind. des prix à la conso. avril: **0,2%**  
(Can.) mars: **0,2%**

## LUNDI 20 MAI

Marchés boursiers fermés  
au Canada  
(fête de la Reine)  
Campbell Soup BPA 3T: **56¢US**

Source: Bloomberg

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9  
lpa@lapresse.ca

## SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations:  
[www.les-mordus.com](http://www.les-mordus.com) ou écrivez-nous à [info@les-mordus.com](mailto:info@les-mordus.com)

4								
				9				
						7	8	2
			6					8
	5	1						
7	9		5	4				
				5				
9			4	8	6	7		
	1			2	4	3		

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

## Solution du dernier sudoku

3	4	8	9	5	1	7	2	6
6	2	5	8	7	4	3	1	9
1	7	9	6	3	2	4	5	8
5	1	4	7	6	9	2	8	3
9	3	7	2	4	8	1	6	5
2	8	6	5	1	3	9	7	4
7	9	3	1	8	5	6	4	2
8	6	2	4	9	7	5	3	1
4	5	1	3	2	6	8	9	7

Niveau de difficulté: TRÈS DIFFICILE

2588

Par Fabien Savary

2587

# Ubisoft mise gros avec *Watch Dogs*

L'éditeur de jeux vidéo espère une autre superfranchise de son studio montréalais

JEAN-FRANÇOIS CODÈRE

NEW YORK — Après plus de quatre ans de dur labeur, l'heure de la récompense approche pour les créateurs de *Watch Dogs*, la prochaine superproduction d'Ubisoft Montréal.

Jeudi, lors d'un événement organisé pour la presse à New York, on sentait le producteur principal Dominic Guay et le chef scénariste Kevin Shortt heureux de pouvoir enfin confier quelques-uns des secrets du jeu sur lequel ils travaillent dans le plus grand des mystères depuis le début de 2009.

La pression qui repose sur leurs épaules est très forte. Ubisoft rêve de voir *Watch Dogs* imiter la série *Assassin's Creed*, née de la même façon dans son studio québécois en 2007. Depuis, les cinq titres de cette série se sont écoulés à plus de 55 millions d'exemplaires et ont propulsé Ubisoft près du sommet du palmarès des éditeurs de jeux vidéo.

« Créer une nouvelle marque, ce n'est pas une occasion qui se présente souvent », se réjouit Dominic Guay.

Pendant trois ans, les artisans de *Watch Dogs*, pour la plupart des anciens de *Far Cry 2*, ont travaillé à l'abri des regards. Même leurs collègues ignoraient ce sur quoi ils s'échinaient.

## Nom de code « Nexus »

À l'interne, le projet était simplement connu sous le nom de code « Nexus ». Ses artisans s'étaient même créé un logo cryptique.

« Les gens s'investissent là-dedans pendant longtemps, c'est important de créer un sentiment d'appartenance », explique Dominic Guay.

Ce logo a été remplacé, mais il n'est pas mort. Il orne désormais discrètement le foulard derrière lequel le héros Aiden Pearce cache son visage.



IMAGE FOURNIE PAR UBISOFT

C'est dans le plus grand secret qu'Ubisoft a développé sa nouvelle propriété, *Watch Dogs*, depuis maintenant quatre ans.

Ce n'est qu'il y a un an, lors du prestigieux Electronic Entertainment Expo (E3) de Los Angeles, qu'Ubisoft a révélé au monde entier l'existence de *Watch Dogs*. Et même là, les détails ont filtré au compte-gouttes.

dans lequel évoluera Aiden Pearce.

Celui-ci, un pirate informatique, arrive, à l'aide de son téléphone intelligent, à contrôler à peu près tout l'univers qui l'entoure: feux de cir-

En plus du chef de file montréalais, quatre autres studios d'Ubisoft se partagent la tâche. Le budget, inconnu, est à n'en pas douter colossal.

L'univers de *Watch Dogs* est immense et offre de nombreuses possibilités. M. Shortt confie d'ailleurs que son équipe de scénaristes est deux fois plus volumineuse que ce à quoi il est habitué, question de ficeler tous les détails d'un récit aux multiples embranchements.

L'aspect technique est lui aussi imposant. « Il a fallu rebâtir la majorité des outils impliqués dans la chaîne de production », affirme M. Guay.

## Pour les prochaines consoles

Même les moteurs qui ont propulsé *Assassin's Creed 3* et *Far Cry 3*, tous deux jugés comme de grandes réussites techniques cette année,

n'étaient pas à la hauteur des ambitions de l'équipe de *Watch Dogs*.

*Watch Dogs* devrait aussi être l'un des tout premiers jeux offerts sur la PlayStation 4 et la nouvelle Xbox, les consoles de prochaine génération de Sony et Microsoft, qui seront lancées cet automne.

Ce n'était pas nécessairement prévu au départ, en 2009. « Nous nous concentrons sur les consoles actuelles, tout en sachant qu'il y avait de nouvelles apparences au même moment, dit M. Guay. Notre échéancier est parfait. »

## Ubisoft rêve de voir *Watch Dogs* imiter la série *Assassin's Creed*, dont les cinq titres se sont écoulés à plus de 55 millions d'exemplaires.

L'accueil a été unanime. Dans un événement où les jeux vedettes étaient presque exclusivement des suites de titres déjà connus, *Watch Dogs* constituait une bouffée de fraîcheur.

Cette semaine, Ubisoft a exposé à un groupe limité de journalistes quelques facettes additionnelles de l'univers

culution, réseaux électriques, communications de ses concitoyens de Chicago, guichets bancaires, etc.

Mélange d'action et d'aventure, avec sa large part de combats armés, *Watch Dogs* sonne aussi un peu comme une critique de l'univers hyperconnecté de 2013 et de ses risques.

## APPELS D'OFFRES D'ÉNERGIE ÉOLIENNE

# Les grands consommateurs ne veulent pas payer

HÉLÈNE BARIL  
ET PAUL JOURNET

La décision du gouvernement péquiste de commander 800 mégawatts supplémentaires d'énergie éolienne a été bien accueillie par les entreprises du secteur, mais pas par celles qui paieront la note.

« Le gouvernement poursuit des objectifs de développement économique, on ne peut pas être contre ça, mais ce n'est pas normal que ce soient les usagers du service d'électricité qui paient pour ça », a commenté hier le porte-parole des grands consommateurs industriels d'électricité, Luc Boulanger.

Les membres de l'Association québécoise des consommateurs industriels d'électricité achètent la moitié de toute l'électricité d'Hydro-Québec. Leur facture annuelle d'électricité totalise 4 milliards.

Cet achat de mégawatts supplémentaires qui risque de faire grimper les tarifs « ne passera pas comme un couteau dans le beurre », a promis M. Boulanger, qui plaidera la

cause de l'industrie devant la Régie de l'énergie.

Le gouvernement péquiste commandera assez de projets éoliens pour maintenir les emplois menacés, surtout en Gaspésie.

« On demandait des appels d'offres qui totalisaient 700 MW. Le gouvernement vient d'en annoncer 800 MW. Alors, c'est évidemment une très bonne nouvelle », dit Jean-François Nolet, vice-président de l'Association canadienne de l'énergie éolienne.

La première ministre Pauline Marois et sa ministre des Ressources naturelles, Martine Ouellet, ont annoncé hier en Gaspésie que Québec lançait quatre appels d'offres pour acheter de l'énergie éolienne. Le premier, de 150 MW, est destiné à des communautés autochtones de la Gaspésie. Un bloc de 300 MW est réservé à des projets en Gaspésie et dans le Bas-Saint-Laurent. Un autre de 200 MW ira à Hydro-Québec Production. Et enfin, 150 MW seront attribués ailleurs au Québec.

Ces commandes seront faites pour des projets pilotés par des coopératives ou « des communautés locales, en partenariat avec des développeurs privés », annonce-t-on.

Selon Pierre-Olivier Pineau, professeur à HEC Montréal et spécialiste en énergie, le Québec n'a pas besoin de cette énergie. « Sur le plan énergétique, c'est une aberration et pour le développement régional, ce n'est pas sûr que c'est la bonne façon de faire », a-t-il dit.

## « On se prive des meilleurs tarifs »

Le producteur d'énergie Boralex, qui attendait avec impatience l'annonce du gouvernement, est déçu du partage des nouveaux mégawatts.

« Il ne reste que 150 mégawatts ouverts à tous dans tout le Québec, ce qui veut dire qu'on se prive des meilleurs sites et des meilleurs tarifs », a déploré le président et chef de la direction de Boralex, Patrick Lemaire.

Selon lui, avec les avancées technologiques dans le secteur

éolien, l'industrie aurait pu proposer un prix de 9 cents le kilowattheure en choisissant les meilleurs sites, soit moins que dans les appels d'offres précédents.

« Le gouvernement a répondu [hier] à beaucoup de demandes, mais pas à celle d'avoir les tarifs les plus compétitifs », estime-t-il.

Une partie des 800 mégawatts annoncés hier, soit 150 mégawatts, a été accordée sans appel d'offres à l'Assemblée des communautés Mi'gmaq du Québec et à son partenaire Innergex.

Québec n'a pas chiffré le coût de l'annonce. Hydro-Québec dépensera cette année 5,3 milliards pour acheter de la production privée, et cette dépense explique à elle seule la récente hausse de tarifs de 2,4 %.

Hydro prévoit être en surplus énergétique jusqu'en 2020. Cette énergie est revenue à perte à cause de la chute des prix sur le marché. C'est ce qui explique que la ministre Ouellet a mis fin au programme des mini-centrales hydroélectriques en décembre dernier. Quand on compare le prix d'achat au prix de vente, les pertes en éolien dépassent celles des mini-centrales. Mais le gouvernement croit que ces pertes se justifient, car on maintient ainsi en vie l'industrie manufacturière de l'éolien, une énergie renouvelable.

Selon M. Nolet, de l'Association canadienne de l'énergie éolienne, cette grappe industrielle génère 5000 emplois et ajoute en moyenne 473 millions par année aux coffres de l'État, d'après une étude commandée à SECOR-KPMG.

## Avis de nomination



Gerry Gaetz

La présidente du Conseil d'administration de l'Association canadienne des paiements, Janet Cosier, est heureuse d'annoncer la nomination de Gerry Gaetz au poste de président et chef de la direction.

M. Gaetz se joint à l'ACP après une éminente carrière à la Banque du Canada, où il a exercé un leadership progressif et varié. Depuis 2008, M. Gaetz a été chef de la Monnaie, responsable de la fonction Monnaie de la Banque.

Auparavant, il a occupé les postes de chef des Opérations bancaires, où il était responsable des opérations bancaires intérieures et internationales et de la gestion des fonds, et de chef des Services généraux, avec responsabilité des fonctions Finances, Technologie de l'information, Ressources humaines et Sécurité.

L'Association canadienne des paiements a pour mandat d'établir, de mettre en œuvre et de maintenir des systèmes pour la compensation et le règlement des paiements entre institutions membres au nom de leurs clients – personnes, entreprises et gouvernements. En tant qu'intendant des systèmes de compensation et de règlement du Canada, l'ACP a aussi un mandat d'intérêt public pour la formulation de politiques et de règles pour appuyer la sécurité et le bien-fondé, l'efficacité, l'accessibilité et l'innovation dans les systèmes de paiement du Canada.



canadian payments association association canadienne des paiements

PAYMENTS YOU CAN COUNT ON DES PAIEMENTS BÔRS

## ACHATS DE PRODUCTION PRIVÉE PAR HYDRO-QUÉBEC

	En service	En construction	Projeté	Total
<b>Éolien</b>	1505,1 MW	1 153,3 MW	480,4 MW	3139,1 MW
Annonce d'hier				800 MW
Prix d'achat: entre 9 et 12 cents le kWh				
<b>Hydro</b>	648,2 MW	16 MW	83,2 MW	747,4 MW
Prix d'achat: 8 cents le kWh				
<b>Cogénération</b>	621,3 MW	113,2 MW	0	754,5 MW
Prix d'achat: entre 9 et 13 cents le kWh				
<b>Coût de ces achats en 2013: 5,3 milliards</b>				

## LA PRESSE AFFAIRES

## 15 \$ pour une réservation inutilisée

Des restaurateurs exaspérés prennent des mesures contre les clients qui ne se présentent pas

ISABELLE DUCAS

Exaspérés par le nombre de tables qui restent vides aux moments les plus recherchés, des restaurateurs imposent maintenant des frais aux clients qui n'honorent pas leur réservation.

Pour manger au Grinder, nouveau restaurant branché du quartier Griffintown, vous devez donner votre numéro de carte de crédit en réservant. Vous n'êtes pas là au moment prévu? Des frais de 15\$ par personne vous seront facturés.

« On a beaucoup hésité avant de prendre cette décision, mais on avait énormément de pertes », explique Jean-François Corriveau, copropriétaire du Grinder, qui applique cette politique depuis une semaine. « La semaine dernière, par exemple, pour les trois soirées les plus occupées, 100 personnes chaque soir ne se sont pas pointées, sans avoir pris la peine de nous appeler pour annuler leur réservation. C'est presque le tiers de nos clients! »

Environ la moitié des tables vides peuvent être comblées par des clients de dernière minute, mais M. Corriveau évalue ses pertes à environ 3000\$ par soir. Le Grinder, comme d'autres restaurants réputés, appelle pourtant chaque convive le jour de sa réservation pour confirmer sa présence.

Les « no show », comme on les appelle dans le milieu, causent d'importants maux de tête aux restaurateurs. « C'est LE plus gros problème en restauration à Montréal depuis quelques années », témoigne Jorge Da Silva Jr, du Groupe MTL Cuisine, propriétaire de cinq restaurants de diverses tailles, qui évalue à 4% la proportion de clients qui ne respectent pas leurs engagements.



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, ARCHIVES LA PRESSE

À New York, les restaurateurs peuvent imposer des frais allant jusqu'à 100\$ à des clients qui omettent d'honorer une réservation.

« Les no show sont carrément un fléau, parce que la marge de profit est très mince pour les petits restos, renchérit Martin Juneau, propriétaire du Pastaga. Nous, on a peut-être refusé 20 clients qui voulaient cette table qui restera inoccupée. »

Pourtant, rares sont les clients qui protestent, indique Jean-François Corriveau. « Seulement trois clients ont raccroché quand on leur a expliqué notre nouvelle politique, dit-il. La plupart comprennent. »

nous appeler s'ils ne peuvent pas se présenter. »

#### Courant aux États-Unis

De nombreux restaurants ont déjà adopté cette pratique pour les groupes ou lors des périodes de grande demande comme la fête des Mères, qui est le week-end le plus achalandé de l'année pour les restaurants. Dans les grandes villes américaines, il est courant que l'on impose de tels frais.

À New York, des restaurants exigent jusqu'à 100\$ par personne aux absents. En mars dernier, un restaurateur de Los Angeles était tellement fâché contre les no show qu'il a publié leurs noms sur Twitter. Le chef du réputé restaurant Noma de Copenhague a, quant à lui, publié sur Twitter une photo de

son personnel faisant un doigt d'honneur destiné à ces clients.

Les pénalités imposées par les hôtels et les firmes de location de voitures aux clients qui n'honorent pas leur réservation sont expressément permises, selon les politiques des compagnies de cartes de crédit, indiquent-on chez Visa Canada. Rien n'est spécifié dans le cas des restaurants.

« On ne recommande pas aux restos d'imposer de tels frais, parce qu'il y a un risque de contestation, explique André Chapleau, porte-parole de Desjardins. Un client pourrait dire qu'il n'a pas obtenu de service et qu'il n'a pas signé de reçu ni donné son NIP. L'institution financière ferait alors enquête au sujet de la transaction. »

#### « C'est LE plus gros problème en restauration à Montréal depuis quelques années. »

— Jorge Da Silva Jr, propriétaire de cinq restaurants

Beaucoup de restaurateurs se plaignent de ce désagrément, mais ils hésitent à faire comme le Grinder et à imposer des frais aux clients qui leur font faux bond, selon M. Da Silva. « On craint la réaction des gens », dit-il.

L'objectif n'est pas d'imposer des frais aux clients, mais plutôt de les inciter à honorer leur engagement, souligne M. Corriveau. « J'espère ne jamais charger la pénalité, mais je voudrais que les clients prennent la peine de

## Le marché du travail se stabilise



RUDY  
LE COURS  
ANALYSE

Après plusieurs mois de résultats pour le moins contrastés, les données d'avril de l'Enquête sur la population active (EPA) reflètent bien le rythme modéré de l'expansion canadienne.

À vrai dire, l'addition de 12 500 emplois sur un total de 17,65 millions n'est pas significative: l'erreur type de l'EPA est de 28 700, rappelle Statistique Canada. Autant dire que le marché du travail était stable au cours du mois, ce que confirment les taux d'emploi et de chômage, inchangés par rapport à mars à 61,8% et 7,2% respectivement.

On peut presque en dire autant pour la situation du Québec. Si le taux de chômage

grimpe d'un cran à 7,8%, bien que le taux d'emploi reste stable à 60,2%, c'est que 9200 personnes de plus se sont mises à la recherche d'un emploi alors que l'EPA

#### À vrai dire, l'addition de 12 500 emplois sur un total de 17,65 millions au Canada n'est pas significative.

en dénombre seulement 2700 de plus, tous à temps partiel de surcroît.

La légère augmentation du taux de chômage est néanmoins suffisante pour le faire passer au-dessus de celui de

l'Ontario, qui s'est maintenu à 7,7% pour un quatrième mois d'affilée. Le taux de chômage québécois est en progression de cinq dixièmes depuis le début de l'année, alors qu'il a reculé de deux dixièmes dans la province voisine. Cela reflète bien l'atonie de l'économie québécoise, tandis que l'ontarienne profite un peu du dynamisme des ventes de véhicules aux États-Unis.

Le bond de 17 100 emplois dans les usines québécoises

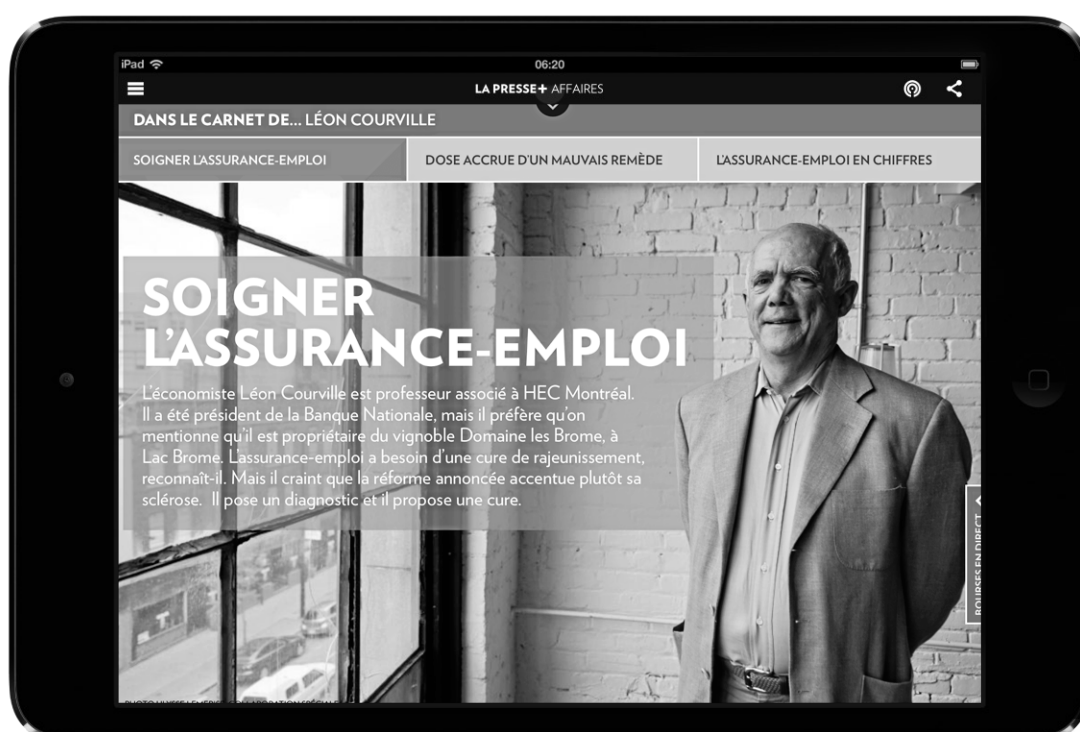
accusent des pertes plus lourdes, à hauteur de 24 800.

À l'échelle canadienne, la saignée manufacturière est plus importante avec la perte de 50 800 emplois jusqu'ici cette année et de 51 800 en 12 mois. Seule la catégorie fourre-tout des autres services fait pire.

L'élément sans doute le plus positif dans les résultats d'avril est l'augmentation de 0,3% du nombre d'heures travaillées qui rattrape en bonne

En revanche, les résultats d'avril montrent que la somme des emplois créés se concentre dans le secteur public. Le secteur privé en a plutôt soustrait 20 000 qui s'ajoutent à l'hémorragie de 85 000 de mars. D'avril à avril, les entreprises ont gonflé leur effectif d'à peine 10 000 personnes contre 93 500 pour le secteur public et parapublic. La modeste austérité budgétaire annoncée dernièrement par Ottawa et les provinces présage un ralentissement, voire une interruption des embauches par les gouvernements.

Les entreprises devront prendre le relais tout en réalisant des gains de productivité. Plusieurs économistes s'attendent donc à ce que le rythme mensuel de création d'emplois soit de 10 000 à 15 000 d'un océan à l'autre, ce qui est susceptible de faire augmenter doucement le taux de chômage au cours des prochains mois.



#### Aujourd'hui dans La Presse+

■ DANS LE CARNET DE  
Léon Courville, ex-président de la Banque Nationale

■ ÉCRAN TECHNO  
Jean-François Codère teste les autoradios Asteroid de la société Parrot

## CAPITALE ÉCONOMIQUE

## NEW YORK

YVES SCHAËFFNER, COLLABORATION SPÉCIALE



# Les délateurs de Wall Street doivent s'armer de patience

Né au lendemain de la crise financière, le programme encourageant les employés de Wall Street à dénoncer les crimes financiers commis par leur entreprise n'a produit que peu de résultats concrets jusqu'à présent. Des délateurs et leurs avocats commencent à s'impatienter.

Créé en juillet 2010 et véritablement opérationnel depuis août 2011, le nouveau programme de délation de la Securities and Exchange Commission (SEC), le gendarme de Wall Street, se voulait une arme de choc pour contrer les crimes financiers. En promettant aux dénonciateurs des récompenses allant jusqu'à 30 % des sommes récupérées, le Bureau de la délation espérait obtenir de nombreux renseignements de qualité.

Pour l'année fiscale 2012, la SEC a ainsi reçu 3001 pistes. On parle d'environ huit dénonciations par jour! À la tête de cette division de la SEC, Sean McKessy reconnaît être très « encouragé par la qualité de l'information que nous recevons et par celle que nous avons reçue depuis la création du programme ».

Le hic? Le programme n'a pour l'instant remis qu'une seule

récompense, en août dernier. Le délateur en question – une femme, apparemment – a obtenu 30 % des 150 000 \$ récupérés par la SEC, soit environ 50 000 \$.

Soulignant la complexité des procédures à suivre avant de pouvoir remettre une récompense, Sean McKessy se félicite que son unité soit parvenue à finaliser un cas si promptement.

« Si, dans trois ans, on me demande encore pourquoi nous n'avons fait qu'un seul paiement, il sera parfaitement approprié que les gens se demandent si je suis la bonne personne pour ce poste », dit-il.

En attendant, il croit qu'il faut remettre les choses en perspective et comprendre qu'il faut du temps pour étudier, enquêter, prouver et juger des malversations, sans parler des procédures pour ensuite remettre les récompenses aux informateurs.

Naturellement, les délateurs et les avocats qui les représentent, eux, sont plus impatients. Stuart Meissner, un avocat spécialisé dans ce type de cas, ne cache pas que certains de ses clients se demandent si ce ne sont pas leurs petits-enfants qui finiront par obtenir la récompense.

Enthousiaste à la création de cette division de la SEC, cet avocat new-yorkais avait même fait une campagne de publicité (diffusée au cinéma avant le film *Wall Street: Money Never Sleeps*) et créé un site

web (SECSnitch.com) pour inviter les délateurs à soumettre de l'information à la SEC par l'intermédiaire de sa firme.

Il dit avoir été joint par plusieurs milliers de personnes désireuses de soumettre des renseignements à la SEC. Après analyse, l'avocat a soumis huit ou neuf cas à la commission, pour la plupart il y a deux ans de cela. Il attend toujours des nouvelles.

Comme d'autres, Stuart Meissner déplore surtout le peu d'information que la SEC fournit aux délateurs sur l'état de leur cas. À ses yeux, la lenteur et l'opacité du processus décourageraient même d'autres délateurs et avocats d'aller de l'avant.

« Beaucoup d'avocats ont décidé d'attendre et de voir. [...] À l'heure actuelle, les délateurs ne vont pas se précipiter, et les avocats vont hésiter à mettre du temps s'ils ne sont pas convaincus que ça en vaut la peine », précise-t-il.

La création du Bureau de la délation au lendemain de la crise financière, dans le cadre de la réforme Dodd-Frank, avait suscité passablement d'attentes. Avant ça, la SEC n'avait qu'un programme pour encourager la dénonciation des délits d'initiés.

En ouvrant la dénonciation à toutes sortes de crimes financiers, la réforme et la SEC laissaient présager le début d'une nouvelle ère. « Mais on juge l'arbre à ses fruits. On verra si c'est vrai ou pas », conclut Stuart Meissner.

**1** Nombre de récompenses versées par la SEC à des délateurs ayant permis de sanctionner une fraude financière depuis la création du Bureau de la délation, en juillet 2010.

**JUSQU'À**

**30%**

Le Bureau de la délation promet d'offrir des récompenses allant de 10 à 30 % des sommes récupérées aux délateurs qui donnent de l'information permettant à la SEC d'imposer des sanctions de plus de 1 million de dollars.

**49 PAYS**

Pour l'année fiscale, le Bureau de la délation de la SEC a reçu 3001 renseignements en provenance des 50 États américains et de 49 pays dans le monde.

## Nos stratèges sont investis dans votre croissance.

La croissance de votre entreprise est au cœur de la mission de Richter. Nos stratèges en affaires, en finances et en comptabilité vont au-devant de vos besoins en vous proposant des stratégies développées sur mesure selon vos objectifs. Vous méritez des solutions à la hauteur de vos ambitions.

**RICHTER**  
ÉVOLUTION PAR EXCELLENCE

Visitez [Richter.ca](http://Richter.ca)

## LA PRESSE AFFAIRES

## SUR LE RADAR

Chaque samedi, un financier répond à nos questions. Il donne sa lecture des marchés, offre son point de vue sur la Bourse et donne quelques conseils d'investissement.

MARTIN VALLIÈRES

Cette semaine, Brian Pinchuk, de Lorne Steinberg Wealth Management, à Montréal.

## En quête de valeur

**Q** Quel a été l'événement le plus significatif des derniers jours à la Bourse?

On a pu constater cette semaine que les banques centrales continuent de montrer leurs muscles. Les investisseurs peuvent ainsi croire qu'elles vont continuer de tout faire pour maintenir les taux d'intérêt au plancher afin de stimuler l'économie. La BCE vient de réaffirmer sa position accommodante après avoir abaissé son taux à 0,5%. La Banque centrale d'Australie a rapidement emboîté le pas. Et il y a la Banque du Canada qui vient d'adoucir son ton en rappelant qu'elle a amplement d'espace pour abaisser le taux directeur. Avec autant d'appuis artificiels, il semble qu'on ait moins besoin de croissance économique réelle pour faire avancer les marchés!

**Q** Quel indicateur suivez-vous le plus attentivement?

Plusieurs investisseurs semblent accorder beaucoup trop d'importance à ce qu'on qualifie d'indicateurs clés comme le PIB, l'inflation, les mises en chantier et la production industrielle. En tant qu'investisseur de valeur, je tends à accorder moins d'attention au bruit macro et je me concentre davantage sur l'analyse micro. Les indicateurs économiques sont souvent très inexacts, peu représentatifs et ils sont sujets à plusieurs révisions.

Ce n'est pas pour rien que vous entendez souvent des blagues à propos des prévisions économiques et sur le fait que ces dernières ont été inventées pour faire bien paraître les météorologues.

Cela dit, si j'avais un indicateur à choisir et à considérer plus que les autres, j'irais avec les données mensuelles sur l'emploi aux États-Unis. C'est probablement la statistique qui a le plus gros impact sur les marchés. Cette donnée nous aide à prendre le pouls des entreprises américaines qui représentent 80% des gens qui contribuent au PIB américain.

**Q** Que feriez-vous avec plusieurs milliers de dollars à investir?

Il ne fait aucun doute que le contexte actuel est difficile pour le placement. Les taux d'intérêt sont bas et plusieurs places boursières affichent un niveau record. J'estime que la plupart des cours boursiers sont déconnectés de la réalité économique. À part recommander de conserver une bonne position en argent liquide, je ne rendrais service à personne en mentionnant un titre en particulier. Il est important d'avoir une diversité en nombre, dans plusieurs secteurs et sur le plan géographique dans son portefeuille. En tant qu'investisseur de valeur, je recherche des titres que je juge sous-évalués de façon significative, comme le sont plusieurs exportateurs japonais. Il faut par ailleurs toujours garder en tête que la patience est une vertu dans le placement.

**Q** Quel placement évitez-vous à tout prix?

Les titres aurifères. La performance à long terme de la plupart des gros producteurs est misérable. Les coûts de production et de conformité environnementale ont beaucoup augmenté. Et ce n'est pas temporaire. De plus, la majorité des récentes découvertes exigent de plus grosses dépenses initiales que par le passé parce que le minerai est plus complexe à extraire. De ce fait, bien que le prix de l'once d'or demeure élevé, je ne vois pas de valeur dans ce secteur.

**Q** Qu'est-ce que les marchés sous-estiment le plus?

Assurément le Japon! C'est de loin le marché développé le moins cher sur la planète.

En 1989, le Nikkei (l'équivalent japonais du TSX) a touché un sommet de 38 000 points. Vingt ans plus tard, il se situe à 14 000 points. Beaucoup d'investisseurs évitent le Japon parce que son économie a virtuellement longtemps été en récession. On a pris de mauvaises décisions quant à la politique monétaire et il y a aussi eu des ennuis macros (endettement, démographie, déflation, etc.). Cependant, le bon moment pour investir est quand les titres sont mal aimés ou n'ont plus la cote. Au cours des dernières années, nous avons investi dans plusieurs exportateurs japonais qu'on a jugés grandement sous-évalués. Les titres sous-évalués ne le restent pas éternellement.



Brian Pinchuk est gestionnaire de portefeuille chez Lorne Steinberg Wealth Management à Montréal. Il y travaille depuis 2009. Lactif sous gestion chez Lorne Steinberg Wealth Management s'élève à 130 millions de dollars.

## AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

**CASILOC**  
inc.

**APPELS D'OFFRES**

LOT L-0640 - ÉBÉNISTERIE NIVEAU 2 - PHASE 2  
LOT L-1195 - FOURNITURE, INSTALLATION ET RACCORDEMENT D'ÉQUIPEMENTS MULTIMÉDIA  
LOT L-1585 - VENTILATION HUB - PHASE 2

**REVITALISATION ET MAINTIEN DE L'ACTIF AU CASINO DU LAC-LEAMY**

Les entrepreneurs peuvent obtenir de l'information sur ces appels d'offres en visitant le site internet de l'entreprise : [www.casiloc.com](http://www.casiloc.com)

**STL**

La Société de transport de Laval demande des offres pour :

**2013-P-16 Services professionnels pour la réalisation d'une étude de « benchmarking » stratégique concernant l'analyse de différentes technologies de propulsion pour les autobus**

Les documents d'appel d'offres sont disponibles sur le site Web du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) au [www.seao.ca](http://www.seao.ca) ou par téléphone au 1 866 669-7326, à compter du 11 mai 2013.

Pour tout renseignement relatif à cet appel d'offres, vous devez vous adresser au 450 662-5400, poste 8382.

Pour être valide et considérée, toute soumission doit être présentée sur les formulaires de la Société, en 7 exemplaires papier (1 original et 6 copies) et en 1 exemplaire électronique (1 clé USB ou 1 cédérom), sous enveloppe cachetée, être conforme aux documents d'appel d'offres, adressée au Service de l'approvisionnement et reçue au plus tard le 10 juin 2013 à 11 h, selon l'horodateur de la Société, au 2250 de l'avenue Francis-Hughes, à Laval. L'ouverture publique des soumissions suivra immédiatement.

La Société ne s'engage à accepter ni la plus favorable ni aucune des soumissions et n'encourt aucune obligation envers les soumissionnaires.

M<sup>re</sup> Pierre Côté  
Secrétaire corporatif

## Desjardins Baisse des ristournes

La faiblesse des taux d'intérêt a entraîné une chute des excédents avant ristournes aux membres au Mouvement Desjardins au premier trimestre. Les surplus ont atteint 378 millions, en diminution par rapport aux 398 millions réalisés à la même période l'année précédente. La coopérative a par ailleurs annoncé que les ristournes aux membres avaient chuté de 29%, passant de 51 à 36 millions. Les revenus d'exploitation du premier trimestre se sont élevés à 2,8 milliards, en hausse de 3,1% par rapport à la même période en 2012. Malgré la croissance de 6,3% de l'ensemble du

portefeuille de prêts depuis un an, le revenu net d'intérêts a souffert de la conjoncture des faibles taux d'intérêt et affiché une baisse de 30 millions au premier trimestre, pour se chiffrer à 934 millions.

La présidente et chef de la direction de la coopérative, Monique Leroux, a fait valoir dans un communiqué que la conjoncture de bas taux d'intérêt avait affecté la marge bénéficiaire et la rentabilité du Mouvement Desjardins, ce qui incitait ses gestionnaires à « continuer à gérer de façon saine et prudente ».

— La Presse Canadienne

## Groupe TMX À nouveau des profits

Le Groupe TMX a affiché un bénéfice net attribuable aux actionnaires de 37,8 millions pour son premier trimestre. Le bénéfice par action de l'exploitant des principales places boursières du pays, y compris la Bourse de Toronto, a atteint 70 cents, tandis que ses revenus se sont chiffrés à 172,2 millions pour le trimestre clos le 31 mars.

Au cours de la même période en 2012, le Groupe TMX avait fait état d'une perte nette de 4,4 millions, mais ces résultats n'étaient pas comparables en raison d'un changement de propriétaire à la fin de l'an dernier et de la consolidation de diverses

plateformes. Le Groupe TMX a été racheté par certaines des plus grandes banques, des régimes de retraite et autres institutions de services financiers du Canada, qui se sont regroupés sous la bannière du groupe Maple.

En plus de la Bourse de Toronto, la société détient la Bourse de croissance TSXV, la Bourse de Montréal et un certain nombre de marchés spécialisés et d'autres activités liées aux valeurs mobilières.

L'action du Groupe TMX (X) a cédé 3,1% à la Bourse de Toronto, où elle s'échangeait à 51,30\$.

— La Presse Canadienne



Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Public Works and Government Services Canada

**INVITATION À SOUMETTRE UNE RÉPONSE À UNE DEMANDE DE QUALIFICATION POUR UN BAIL À DRUMMONDVILLE (QUÉBEC) DOSSIER NUMÉRO 522294**

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada invite toute partie intéressée à soumettre une réponse, au plus tard le 6 juin 2013, concernant des locaux à bureaux à louer dans des immeubles à Drummondville, pour un bail de 10 ans débutant le ou vers le 1er septembre 2014.

Pour répondre à cette demande de qualification et en voir la version intégrale, veuillez consulter [www.merx.com](http://www.merx.com) sous la rubrique « Services : Location à bail ou location d'installations immobilières », ou téléphoner à Francine Côté au 514-496-3851

Canada



Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Public Works and Government Services Canada

**INVITATION À SOUMETTRE UNE RÉPONSE À UNE DEMANDE DE QUALIFICATION POUR UN BAIL À MONTRÉAL (QUÉBEC) DOSSIER NUMÉRO 522696**

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada invite toute partie intéressée à soumettre une réponse, au plus tard le 5 juin 2013, concernant des locaux à bureaux à louer dans des immeubles à Montréal, pour un bail de 10 ans débutant le ou vers le 1er juillet 2014.

Pour répondre à cette demande de qualification et en voir la version intégrale, veuillez consulter [www.merx.com](http://www.merx.com) sous la rubrique « Services : Location à bail ou location d'installations immobilières », ou téléphoner à Francine Côté au 514-496-3851.

Canada

**AVIS LÉGAUX APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS - ENCANS**

**DEUX ENCHÈRES PUBLIQUES EN LIGNE ET SUR PLACE**

**N° 1 | Grand fabricant de produits en bois de cèdre**

Date : MARDI 14 MAI, À 11 H  
Inspection : Lundi 13 mai de 9 h à 17 h  
Lieu : 4799, rue Boulet, Lac-Mégantic, Qc

Ecorceuse M-16 MORBARK • Scie de tête 62" DESJARDINS • Scie circulaire à débiter les bardeaux DESJARDINS (8) • Scie à ruban hor. 04 400ch HOLYTECH • Caselles-guillottes DESJARDINS • Raboteur et scie multiple ATM • Convoyeur auto 9 stations DESJARDINS • Équipement d'affûtage Armstrong et Williams & White • Équipement d'emballage POWERTECH FFS-100 • Emballeur manuel AMADÁS 875CH • Machine d'emballage sous film étirable ORION • Palettiseur automatique • Presse 06 HM • Compresseurs 25ch et 15ch QUINCY • Chargeur 04 JOHN DEERE 624J • Bol de broyage mobile TORO • Chargeurs Case et Deere • Grue de chargement HOOD • Scie mobile 60" PROPAC • Plusieurs grues de chargement • Plusieurs réceptacles • Matériel d'atelier • Salle d'entreposage pleine • Mobilier de bureau et ordinateurs

**N° 2 | Dernier modèle d'équipement de fabrication CNC**

Date : JEUDI 16 MAI, À 11 H  
Inspection : Mercredi 15 mai de 9 h à 17 h  
Lieu : 1234, rue de l'Église, Val-Alain, Qc

2011/2010 Systèmes de coupe au laser BYSTRONIC Bystronit Pro 3015 4400 watts • 08 Presse-plieuse CNC BYSTRONIC PR250 • 06 Presse-plieuse CNC BYSTRONIC PR150 • 2011 Transformateur hydraulique 60 tonnes FABMASTER 2010 • Compresseur à air 40ch SULLAIR • 09 Laminier à tôles METALEX • Broyeur radial 36" • Presse PEMSERTER • Chariots-élévateurs à fourche CROWN & HANCHA • Équipement d'atelier • Matériel de bureau et ordinateurs

Visitez [maynards.com](http://maynards.com) pour obtenir de plus amples renseignements.

Personne-ressource : Jim Hodder 416-242-3560

Enchères en ligne à [www.bidspotter.com](http://www.bidspotter.com)

Primes aux acheteurs : 15% sur place, 18% en ligne

Vente dirigée par **Maynards** 75 International Blvd Toronto, ON M4W 1G4 Tel. : 416-242-3560

AUCTIONS | LIQUIDATIONS | APPRAISALS [www.maynards.com](http://www.maynards.com)

**Magna Mieux que prévu**

L'équipementier automobile canadien Magna International, l'un des premiers du monde, a enregistré un bénéfice net de 369 millions US au premier trimestre, mieux que prévu, grâce à une augmentation de ses ventes partout dans le monde. Le bénéfice net était en hausse de 8% par rapport au premier trimestre de 2012, où il avait atteint 343 millions. Hors exceptionnels, le bénéfice est ressorti à 1,57\$ par action, alors que les analystes tablaient plutôt sur 1,44\$. Le chiffre d'affaires a augmenté de 9%, atteignant le chiffre sans précédent de 8,4 milliards. Ce sommet a été atteint malgré la faiblesse de la production mondiale d'automobiles qui ne s'est accrue que de 1% en Amérique du Nord, pendant qu'elle diminuait de 9% en Europe, a indiqué Magna dans un communiqué.

Magna a aussi révisé légèrement à la hausse sa prévision de chiffre d'affaires pour l'année, qui devrait atteindre de 32,6 à 34,0 milliards. Le titre a gagné 3,6% à la Bourse de Toronto, à 65,46\$.

— Agence France-Presse



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Patrice Brochu, PDG d'Agri-Marché, souhaite opérer le transfert de l'entreprise fondée en 1913 par son grand-père à une quatrième lignée de Brochu.

PATRICE BROCHU, PDG D'AGRI-MARCHÉ

## Réussir le changement générationnel



JEAN-PHILIPPE DÉCARIE

Peu d'entreprises familiales survivent au transfert générationnel de leur propriété. Encore moins réussissent à franchir avec succès le cap de la troisième descendance. Patrice Brochu, PDG d'Agri-Marché, souhaite déjà pourtant opérer le transfert de l'entreprise fondée en 1913 par son grand-père Joseph-Napoléon – et aujourd'hui un leader québécois de l'alimentation animale – à une quatrième lignée de Brochu.

Les citoyens de toutes les régions du Québec ont longtemps pu apprécier les viandes commercialisées sous les marques J.N. Brochu et Fils, Salaison Brochu ou Lafleur, des produits créés ou transformés par le Groupe Brochu, qui était aussi un important producteur de moulée de grains destinée aux porcs, aux ruminants et à la volaille.

« Mon grand-père Joseph-Napoléon a d'abord ouvert en 1913, il y a tout juste 100 ans, un magasin général de campagne à l'extérieur du village de Saint-Henri-de-Lévis. Il troquait des produits de maison et des fournitures agricoles aux familles des cultivateurs de la région contre de la viande.

« Puis, il allait vendre cette viande dans les marchés publics de Québec jusqu'à ce qu'il décide, au début des années 30,

de bâtir un premier abattoir, puis une boucherie à Québec», relate son petit-fils Patrice Brochu.

Au milieu des années 50, Joseph-Napoléon décide d'élargir son offre en construisant une meunerie où il transformera le grain acheté à Québec en moulée animale qu'il vendra aux producteurs de la région.

Au début des années 60, deux de ses fils, Donald et André, prennent la relève et la charge du magasin général, de l'abattoir et de la meunerie, et poursuivent l'expansion du Groupe Brochu avec leurs frères Sylvio et Paul-Henri.

« Les activités du groupe ont été scindées en deux divisions, celle des viandes et celle de l'alimentation animale. Dans les années 70 et 80, la

transformation de porcs et de volailles avec le géant Olymel.

« On était en pleine crise du porc. Le dollar canadien atteignait des sommets et les marchés d'exportation se fermaient. On a fusionné avec Olymel (propriété de La Coop fédérée) pour former un groupe canadien important», explique le PDG.

La famille Brochu détient aujourd'hui 22 % des actions d'Olymel, qui a enregistré des revenus de 2,3 milliards en 2012, et compte trois représentants à son conseil d'administration.

La division d'alimentation animale, qui opère sous le nom d'Agri-Marché depuis 1994, a poursuivi son développement parallèle sous la direction de Donald Brochu, le père de Patrice.

**La famille Brochu détient aujourd'hui 22 % des actions d'Olymel, qui a enregistré des revenus de 2,3 milliards en 2012, et compte trois représentants à son conseil d'administration.**

division des viandes a acheté le Groupe Lafleur, et trois nouvelles meuneries ont été construites», souligne Patrice Brochu.

Avec les années, le Groupe Brochu est devenu un joueur important du monde agro-alimentaire québécois, mais les conditions du marché ont forcé certaines décisions, dont celle de fusionner, en 2005, les activités de production et de

### Une transition bien planifiée

Agri-Marché exploite aujourd'hui trois meuneries d'alimentation porcine et avicole, dont une est située en Ontario, et deux meuneries qui produisent de la moulée pour ruminants.

Le groupe est également propriétaire d'une trentaine de fermes d'élevage porcin et avicole, et exploite en location quantité de terres pour la production de

grains qui serviront à la fabrication de la moulée.

Agri-Marché opère aussi, en coentreprise avec le géant américain Cargill – la plus grande entreprise privée du monde avec ses 142 000 employés dans 65 pays –, un centre de transbordement de grain à Saint-Jean-sur-Richelieu.

Le magasin général de 1913 a été relocalisé à Saint-Henri-de-Lévis en 2007 lorsque le ministère des Transports l'a exproprié pour y construire une voie d'accès. Il est devenu un Rona qui héberge une division de fournitures agricoles, comme à l'époque. Agri-Marché exploite un autre Rona à Saint-Lambert de Lauzon.

Au total, l'entreprise emploie 400 personnes et génère des revenus annuels de quelques centaines de millions.

Patrice Brochu en est devenu officiellement le PDG en 2008 lorsque son père Donald lui a cédé le contrôle de l'entreprise ainsi qu'à son frère Jean-Pierre, aujourd'hui directeur principal des opérations et de l'approvisionnement, et à sa sœur Guylaine, directrice principale du secteur avicole, de la nutrition et de la recherche et du développement.

« Ça été une transition qui a été préparée de longue date. Mon père a commencé à tout soigneusement planifier à partir de 1995: le financement, la fiscalité, les clauses juridiques, les ententes contractuelles. On ne peut pas improviser pareille transaction.

« Mon père a quitté les opérations en 2008, mais il a liquidé

complètement ses actions il y a trois mois seulement. Ça a donc été un processus qui s'est étalé sur 18 ans», observe Patrice Brochu.

### L'amour de l'entreprise

Les trois enfants de Donald Brochu ont également racheté la participation de leurs trois cousins, les enfants d'André Brochu, qui a assuré la croissance de la division de viande durant des années.

« Nos cousins n'étaient pas dans l'opération d'Agri-Marché. Ils auraient pu rester actionnaires, mais ils ont préféré vendre leurs actions et monétiser leur placement», souligne Patrice Brochu.

Son frère, sa sœur et lui auraient pu vendre l'entreprise et encaisser un joli magot, mais ils avaient à cœur de poursuivre l'œuvre de leur père et de leur grand-père.

« J'ai 45 ans. Tu ne peux pas arrêter de travailler. Qu'est-ce que j'aurais fait avec l'argent? J'aurais acheté une autre entreprise dans un secteur que je ne connais pas?

« J'ai trois enfants de 14, 18 et 19 ans. Ma sœur et mon frère ont aussi des enfants qui vont vouloir poursuivre ce qu'on construit.

« J'ai décidé d'initier mes enfants à la réalité de l'entreprise. Pas seulement aux opérations, mais à tous les aspects financiers, commerciaux, stratégiques. C'est comme ça que se réalise un bon transfert générationnel», estime, avec beaucoup de sagesse, le PDG.

### Valeant Actavis se tourne vers Warner Chilcott

Le fabricant de médicaments américain Actavis se tourne vers la firme irlandaise Warner Chilcott PLC en vue d'une possible fusion, après l'échec éventé de la mégatransaction projetée avec le géant pharmaceutique Valeant, de Laval.

Le cours des actions d'Actavis était en hausse de plus de 12 % à la Bourse de New York, hier, tandis que celles de Valeant gagnaient 1,4 %, à 74,35 \$ pièce, à Toronto. Actavis et Warner

Chilcott affirment qu'il n'y a aucune garantie qu'une fusion soit réalisée.

La transaction avortée avec Valeant aurait constitué l'une des plus grosses fusions de l'année en Amérique. Selon une personne proche du dossier, les négociations, gardées secrètes, ont buté sur la prime offerte aux actionnaires d'Actavis, le troisième fabricant de médicaments génériques du monde.

— Paul Durivage

### Lassonde Hausse de 3 % des profits

Les Industries Lassonde ont fait état hier d'une augmentation de 3 % de leurs profits au premier trimestre et annoncé une hausse de 8 cents de leur dividende trimestriel, à 39 cents par action.

Le producteur de jus de fruits et de légumes de Rougemont, près de Montréal, a enregistré un résultat net attribuable aux actionnaires de 5,8 millions, ou 84 cents par action, au cours de la période de trois mois terminée le 30 mars, en hausse par rapport à celui de 5,6 millions, ou 81 cents par action, réalisé lors du trimestre équivalent de l'exercice précédent.

Les revenus de Lassonde se sont élevés à 240,5 millions au premier

trimestre, contre 233,4 millions un an auparavant. La progression s'explique en grande partie par la hausse des ventes de produits de marque privée et l'augmentation des volumes de ventes de produits de marque nationale.

Les boissons fabrique et vend des jus et des boissons de fruits et de légumes commercialisés sous des marques comme Everfresh, Fairlee, Flavur, Fruité, Graves, Oasis et Rougemont. À la Bourse de Toronto, hier, les actions des Industries Lassonde valaient 90 \$, en hausse de 1 \$ par rapport à leur cours de clôture précédent.

— La Presse Canadienne

LIVRÉE  
GRATUITEMENT  
TOUS LES  
MATINS  
AVANT 5H30



iPad est une marque de commerce d'Apple Inc., déposée aux États-Unis et dans d'autres pays. App Store est une marque de service d'Apple Inc.

Découvrez-en plus sur LaPressePlus.ca

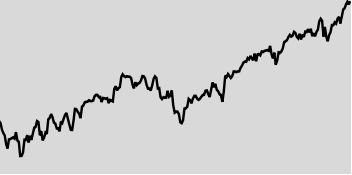


# LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

## LES BOURSES

### ÉTATS-UNIS

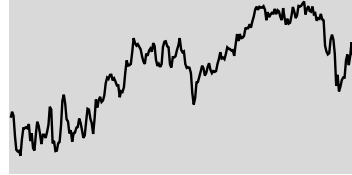
S&P 500 > 12 mois



FERMETURE **1 633,70**  
 VAR. 1J **0,43%** | 1 SEM. **+1,19%**  
 52 SEM. HAUT **1 635,01** | BAS **1 266,74**

### CANADA

S&P/TSX TORONTO > 12 mois



FERMETURE **12 589,09**  
 VAR. 1J **0,36%** | 1 SEM. **+1,21%**  
 52 SEM. HAUT **12 904,70** | BAS **11 209,55**

### DANS LE MONDE

	FERMETURE	VAR. 1J (pts)	(%)
Brazil Bovespa (Brésil)	55 107,80	-339,76	-0,61
CAC 40 (France)	3 953,83	25,25	0,64
DAX (Allemagne)	8 278,59	16,04	0,19
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	2 793,95	10,87	0,39
FTSE 100 (Angleterre)	6 624,98	32,24	0,49
Hang Seng (Hong Kong)	23 321,22	109,74	0,47
Mexico Bolsa (Mexique)	41 741,54	58,90	0,14
FTSE MIB (Italie)	17 284,03	193,41	1,13
NIKKEI 225 (Japon)	14 607,54	416,06	2,95
S&P/ASX 200 (Australie)	5 206,09	7,71	0,13
Shanghai (Chine)	2 246,83	13,93	0,62
Swiss Market (Suisse)	8 177,85	84,83	1,05

### PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
SURGE ENERGY (SGY)	19 611 456	4,24	-2,37
BOMBARDIER (BBD.B)	14 013 575	4,71	5,32
MALAGA (MLG)	13 042 972	0,01	-50,00
SAN GOLD (SGR)	6 240 907	0,16	-11,11
RMP ENERGY (RMP)	5 778 774	4,42	11,62
KINROSS GOLD (K)	5 622 959	5,54	-1,60
AIR CANADA/B (AC.B)	4 563 798	2,17	-3,56
TORCOIL & GAS (TOG)	4 511 550	1,73	1,76
IAMGOLD (IMG)	4 260 409	5,74	-2,55
MANULIFE FINAN. (MFC)	4 235 663	15,56	0,32
CHORUS AVIA. (CHR.B)	4 143 527	2,89	-21,04
OSISKO MINING (OSK)	3 901 785	4,46	0,45
BARRICK GOLD (ABX)	3 520 435	21,11	0,24
RESEARCH IN MO. (BB)	3 513 294	15,71	1,42
DALRADIAN RES. (DNA)	3 497 600	0,70	1,45
SUNCOR ENERGY (SU)	3 120 483	32,04	0,28

### TITRES GAGNANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
GLOBAL ALUMINA (GLA.U)	7 000	0,10	53,85
CYMAT TECHNO. (CYM)	30 000	0,02	50,00
QUEST RARE (QRM)	353 490	0,75	50,00
BIOX (BX)	80 308	0,70	40,00
RARE ELEMENT RES. (RES)	264 105	2,49	36,07

### TITRES PERDANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
MALAGA (MLG)	13 042 972	0,01	-50,00
DIAMOND FIELDS (DFI)	3 060	0,03	-40,00
MEDITERRANEAN (MNR)	851 768	0,01	-33,33
PROSEP INC. (PRP)	14 208	0,15	-28,57
IBI GROUP (IBG)	559 646	3,18	-24,29

### TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois



FERMETURE **966,73**  
 VAR. 1J **-0,31%** | 1 SEM. **+0,21%**  
 52 SEM. HAUT **1 368,65** | BAS **917,83**

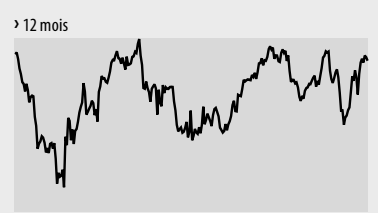
### PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
QHR TECHN. (QHR)	5 924 509	0,58	11,54
SGX RES. (SGR)	5 817 682	0,08	6,67
ZOOMERMEDIA (ZUM)	4 015 000	0,11	-8,33
ICO THERAPEU. (ICO)	3 411 463	0,28	-30,00
SHAMARAN PETR. (SNM)	2 210 109	0,41	-1,20
SILVER SHIELD (SSR)	1 945 666	0,01	0,00
PINECREST ENE. (PRY)	1 938 293	0,92	-3,16
MADALENA VENT. (MVW)	1 697 545	0,36	1,43
REDHILL RES. (RHR)	1 664 500	0,07	2,27
GOLDEN DAWN M. (GDM)	1 652 700	0,03	0,00

CONSULTEZ les cotes boursières en tout temps sur [lappresseaffaires.com](http://lappresseaffaires.com)

## PÉTROLE

West Texas Intermediate, contrat à terme



**96,04\$US**

	WEST TEXAS INT.	BRENT
Fermeture	<b>96,04 \$US</b>	<b>103,91 \$US</b>
Variation 1 JOUR	-0,35 \$US	-0,56 \$US
Variation 1 SEM.	+0,45 %	-0,27 %

## FONDS INDICIELS

	FERM.	1J (\$)	1J (%)	1A (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	19 911	0,08	0,40	7,56
S&P/TSX 60 (XIU)	18,13	0,09	0,50	8,37
S&P/TSX fin. (XFN)	24,83	0,01	0,04	11,65
S&P/TSX éner. (XEG)	15,55	0,07	0,45	0,13
S&P/TSX or (XGO)	12,51	-0,01	-0,08	-31,49
Oblig. c. terme (XSB)	28,85	-0,02	-0,07	-0,38
Oblig. l. terme (XBB)	31,37	-0,11	-0,35	0,35
S&P 500 (XSP)	18,74	0,09	0,48	20,51

## CANADA LPA 100 (HEBDOMADAIRE)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERM. (\$)	VARIATION 1J (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE SEM. (%)	52 SEM. HAUT	BAS	DIV. ANN.
<b>MATÉRIAUX</b>	<b>2 346,04</b>	<b>0,07</b>	<b>2,51</b>				
▲ Turquoise Hill (TRQ)	7,75	0,12	1,57	5 359	7,34	11,02	5,17 0,00
▲ Teck Res. (TCK.B)	29,51	0,40	1,37	17 355	6,80	38,13	24,10 0,90
Domtar (UFS)	73,32	-0,15	-0,20	179	5,88	85,67	67,75 2,19
Barrick (ABX)	21,11	0,05	0,24	35 204	4,76	44,75	17,98 0,80
Goldcorp (G)	30,08	0,05	0,17	26 543	3,19	46,31	27,74 0,60
▼ Agrium (AGU)	93,50	-2,11	-2,21	9 247	3,70	116,38	77,50 1,99
Potash (POT)	43,79	-0,09	-0,21	14 917	2,87	46,70	37,02 1,12
▼ Kinross (K)	5,54	-0,09	-1,60	56 230	2,78	10,98	5,11 0,16
Osisko (OSK)	4,46	0,02	0,45	39 018	2,06	10,62	3,40 0,00
▼ Semafo (SMF)	2,03	-0,05	-2,40	11 574	2,01	6,28	1,45 0,04
▼ Iamgold (IMG)	5,74	-0,15	-2,55	42 604	1,95	16,45	4,72 0,24
Canam (CAM)	9,64	0,00	0,00	1 840	0,21	9,75	4,35 0,00
Agnico-Eagle (AEM)	31,43	-0,13	-0,41	5 758	-1,13	56,99	30,00 0,88
▲ Cascades (CAS)	4,78	0,07	1,49	585	-3,04	5,18	3,97 0,16
▼ Tembec (TMB)	3,10	-0,05	-1,59	1 021	-4,62	3,60	1,70 0,00
<b>INDUSTRIELLES</b>	<b>1 692,36</b>	<b>0,70</b>	<b>2,49</b>				
▲ Bombardier (BBD.B)	4,71	0,24	5,37	140 136	15,44	4,75	2,97 0,10
GLV (GLV.A)	3,10	-0,02	-0,64	73	6,90	3,22	1,53 0,00
Canadien National (CNR)	102,46	0,57	0,56	6 498	2,91	106,46	80,07 1,72
CAE (CAE)	11,05	0,06	0,55	14 883	2,89	11,13	9,32 0,20
Quinc. Richelieu (RCH)	40,22	-0,11	-0,27	125	2,42	41,94	30,00 0,52
▲ SNC-Lavalin (SNC)	41,57	0,59	1,44	4 622	2,39	49,85	34,36 0,92
Canadien Pacifique (CP)	130,05	1,03	0,80	2 681	2,22	133,00	71,61 1,40
▲ Transforce (TFI)	20,05	0,20	1,01	1 373	1,31	23,17	16,06 0,52
Velan (VLN)	11,61	0,01	0,09	61	0,00	12,70	10,96 0,32
Stella-Jones (SJ)	89,88	-0,32	-0,35	61	-0,02	91,00	50,00 0,80
Transcontinental (TCL.A)	12,72	0,02	0,16	551	-0,39	13,10	7,34 0,58
▲ Genivar (GNV)	24,20	0,49	2,07	472	-0,74	25,45	18,73 1,50
▼ WestJet (WJA)	21,85	-0,26	-1,18	7 409	-12,35	25,47	14,56 0,40
▼ Air Canada (AC.B)	2,17	-0,08	-3,56	45 638	-19,63	3,40	0,83 0,00
▼ Chorus Aviation (CHR.B)	2,89	-0,77	-21,04	41 455	-24,35	4,71	2,73 0,30
<b>CONSOM. DISCRÉTIONNAIRE</b>	<b>1 242,22</b>	<b>1,01</b>	<b>2,02</b>				
Yellow Média (Y)	10,10	-0,06	-0,59	3 301	13,70	10,55	5,40 0,00
▲ Magna (MG)	65,46	2,25	3,56	13 746	5,97	66,45	37,68 1,27
▲ Rona (ROM)	10,95	0,48	4,58	969	5,49	14,49	9,25 0,14
▲ TVA (TVA.B)	10,00	0,49	5,15	18	4,71	10,52	6,50 0,00
Gildan (GIL)	42,71	-0,29	-0,67	2 757	2,01	43,31	23,09 0,36
Shaw (SJR.B)	23,14	0,05	0,22	3 444	0,61	25,33	18,93 1,02
Uni-Select (UNS)	20,67	-0,03	-0,14	17	0,10	29,29	18,80 0,52
Astral Media (ACM.A)	48,40	-0,24	-0,49	12 655	-1,28	49,29	38,70 1,00
▼ Aimia (Aeroplan) (AIM)	15,99	-0,26	-1,60	4 290	-1,84	16,63	12,76 0,64
▲ Transat (TRZ.B)	5,29	0,09	1,73	23	-2,04	6,69	2,79 0,00
Dorel (DII.B)	42,12	0,31	0,74	887	-2,36	45,05	25,00 1,20
▼ BMTc (GBT.A)	14,60	-0,40	-2,67	7	-2,67	19,50	12,58 0,24
Reitmans (RET.A)	8,94	-0,08	-0,89	1 620	-2,83	15,40	8,13 0,80
Tim Hortons (THI)	56,16	0,41	0,74	3 204	-3,26	58,85	45,11 1,04
▼ Cogeco Câble (CCA)	42,68	-0,57	-1,32	460	-3,29	47,79	34,45 1,04
Cogeco (CGO)	41,52	-0,18	-0,43	46	-3,33	51,01	30,51 0,76
Le Château (CTU.A)	2,40	0,00	0,00	16	-3,61	4,30	1,10 0,00
Quebecor (QBR.B)	44,50	-0,03	-0,07	940	-5,70	47,50	32,30 0,20
<b>TECHNOLOGIES</b>	<b>136,76</b>	<b>1,19</b>	<b>1,79</b>				
▲ CGI (GIB.A)	32,26	0,50	1,57	5 121	3,03	32,33	20,35 0,00
▲ Research in Motion (BB)	15,71	0,22	1,42	35 133	-0,38	18,49	6,10 0,00
Exfo (EXF)	4,55	0,04	0,89	25	-2,36	6,89	4,34 0,00
<b>ÉNERGIE</b>	<b>2 722,35</b>	<b>0,60</b>	<b>1,60</b>				
▲ Cameco (CCO)	21,14	0,42	2,03	7 742	5,96	23,44	16,50 0,40
▲ Encana (ECA)	19,32	0,52	2,77	20 908	5,29	23,86	17,64 0,80
Husky Energy (HSE)	30,23	0,10	0,33	6 138	3,42	32,34	22,04 1,20
Canadian Oil Sands (COS)	20,39	0,06	0,30	14 506	3,19	22,34	18,21 1,40
Suncor Energy (SU)	32,04	0,09	0,28	31 205	3,06	34,99	26,97 0,80
Enovus (CVE)	30,27	-0,01	-0,03	13 555	1,78	36,25	28,32 0,97
Can Natural Res. (CNO)	29,91	0,02	0,07	13 498	1,75	33,97	25,58 0,50
Talisman Energy (TLM)	11,71	0,11	0,95	17 313	1,72	14,69	9,72 0,27
Transcanada (TRP)	49,47	0,25	0,51	8 086	0,77	50,26	41,47 1,84
Enbridge (ENB)	47,47	0,35	0,74	12 816	0,36	48,09	37,74 1,26
Crescent Point (CPG)	38,38	0,10	0,26	10 272	-1,03	45,70	34,53 2,76
Imperial Oil (IMO)	39,46	-0,08	-0,20	6 573	-1,40	48,32	38,58 0,48
<b>TÉLÉCOMS</b>	<b>1 194,68</b>	<b>0,39</b>	<b>1,28</b>				
Telus (T)	37,51	0,34	0,91	13 110	3,88		